

RCS : PARIS
Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2021 B 24826
Numéro SIREN : 902 079 342
Nom ou dénomination : AMG EXPANSION

Ce dépôt a été enregistré le 06/05/2022 sous le numéro de dépôt 60212

Christophe POINSATTE

Commissaire aux comptes
60 rue de Paris
95 150 TAVERNY
Tél : +33 (0) 6 32 28 09 75
Mail : christophe.poinsatte@aura-conseil.fr

AMG EXPANSION

Société par actions simplifiée au capital de 900 euros
Siège Social : 2 rue des Apennins - 75017 Paris
902 079 342 RCS Paris

Société bénéficiaire SAS AMG EXPANSION - Apport des actions de la SAS AB COLOMBES

Rapport du commissaire aux apports

Aux actionnaires,

En exécution de la mission, qui m'a été confiée par décision unanime des Associés en date du 1 avril 2022, concernant les apports en nature devant être effectués par Messieurs Gauthier PREVOST et Adrien d'AUMALE, et par la société MARAHOLDING, et représentant la totalité des titres de la SAS AB COLOMBES, j'ai établi le présent rapport sur la valeur de l'apport prévu aux articles L 227-1 et L 225-8 du code de commerce.

L'apport envisagé est décrit dans le projet de contrat d'apport des actions. Il m'appartient d'exprimer une conclusion sur le fait que la valeur de l'apport n'est pas surévaluée.

A cet effet, j'ai effectué mes diligences selon la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes applicable à cette mission. Cette doctrine requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la valeur de l'apport, à s'assurer que celle-ci n'est pas surévaluée et à vérifier qu'elle correspond au moins à la valeur nominale des actions à émettre par la société bénéficiaire de l'apport.

Ma mission prenant fin avec le dépôt du rapport, il ne m'appartient pas de mettre à jour le présent rapport pour tenir compte des faits et circonstances postérieurs à sa date de signature.

Mon rapport est établi selon le plan suivant :

1. Présentation de l'opération et description de l'apport.
2. Diligences accomplies et appréciation de la valeur de l'apport.
3. Conclusion.

Christophe POINSATTE

Commissaire aux comptes
60 rue de Paris
95 150 TAVERNY
Tél : +33 (0) 6 32 28 09 75
Mail : christophe.poinsatte@aura-conseil.fr

1. PRESENTATION DE L'OPERATION ET DESCRIPTION DE L'APPORT

1.1. CONTEXTE GENERAL ET OBJECTIFS DE L'OPERATION

Les présents apports envisagés par les Associés, lors de l'augmentation de capital de la SAS AMG EXPANSION, visent à regrouper au sein d'une même holding (qui servira notamment à développer d'autres activités), les sociétés d'exploitation de l'activité de restauration déjà existantes ou en projet.

1.2. PRESENTATION DES SOCIETES ET DES PARTIES EN PRESENCE

1.2.1. *Personnes physiques et morales apporteurs*

La société SAS AMG EXPANSION va bénéficier des apports des titres de la société SAS AB COLOMBES, actuellement détenus par Messieurs Gauthier PREVOST et Adrien d'AUMALE.

La société SAS AMG EXPANSION va également bénéficier de l'apport des titres de la SAS AB COLOMBES détenus par la SAS MARAHOLDING, représentée par Monsieur Maxime RAZON, associé de la SAS AMG EXPANSION.

1.2.2. *Société bénéficiaire SAS AMG EXPANSION*

Conformément au projet de rapport du Président de la SAS AMG EXPANSION, il est prévu une augmentation de capital par apports de l'ensemble des titres de la SAS AB COLOMBES d'un montant de 366 000 €.

1.2.3. *SAS AB COLOMBES dont les titres sont apportés*

La SAS AB COLOMBES est une société par actions simplifiée au capital social de 60 000 €, domiciliée au 1 rue Saint Denis 92 700 COLOMBES, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 853 809 093.

Son capital, composé de 60 000 actions de 1 €, est détenu en totalité comme suit :

- par Monsieur Gauthier PREVOST pour 20 000 actions
- par Monsieur Adrien d'AUMALE pour 20 000 actions
- par la SAS MARAHOLDING représentée par Monsieur Maxime RAZOU pour 20 000 actions

Description de l'activité de la SAS AB Colombes : La société a une activité de restauration sous la franchise « Au Bureau ».

Christophe POINSATTE

Commissaire aux comptes
60 rue de Paris
95 150 TAVERNY
Tél : +33 (0) 6 32 28 09 75
Mail : christophe.poinsatte@aura-conseil.fr

1.3. DESCRIPTION DE L'OPERATION

Les modalités de réalisation des apports sont exposées dans le projet de traité d'apport des titres.

Elles peuvent se résumer comme suit.

1.3.1. Caractéristiques des apports

Les apports seront réalisés avec effet à la date de réalisation de l'augmentation de capital de la SAS AMG EXPANSION.

Ils sont effectués sous le régime juridique de droit commun des apports en nature purs et simples tel que fixé par les dispositions de l'article L. 225-147 du code de commerce.

1.3.2. Aspects fiscaux

En application des dispositions de l'article 150-0 B du code général des impôts, les apporteurs personnes physiques entendent bénéficier du report d'imposition de la plus value dégagée à la suite de l'échange de leurs actions de la SAS AB COLOMBES contre les titres émis lors de l'augmentation de capital de la SAS AMG EXPANSION.

L'apporteur personne morale (la SAS MARAHOLDING) assujetti à l'impôt sur les sociétés, déclare opter pour le régime fiscal de faveur prévu par les articles 210 A et 210 B du Code général des impôts en matière d'impôt sur les sociétés, notamment en ce qui concerne l'imposition de la plus-value dégagée relativement à l'apport des titres apportés par la SAS MARAHOLDING.

En matière de droits d'enregistrement, l'apport ne donnera pas lieu au paiement de droits d'enregistrement, conformément aux dispositions de l'article 810 bis du code général des impôts.

1.3.3 Conditions suspensives

La réalisation définitive de l'opération d'apport est subordonnée à la réalisation définitive de l'augmentation de capital de la société SAS AMG EXPANSION et de l'approbation par l'Assemblée Générale des Associés du traité d'apport, de son évaluation et de l'émission d'actions nouvelles AO.

1.3.4. Rémunération des apports

Christophe POINSATTE

Commissaire aux comptes
60 rue de Paris
95 150 TAVERNY
Tél : +33 (0) 6 32 28 09 75
Mail : christophe.poinsatte@aura-conseil.fr

En rémunération des apports, il sera attribué :

- à Monsieur Gauthier PREVOST, 122 000 actions d'un nominal de 1 €.
- à Monsieur Adrien d'AUMALE, 122 000 actions d'un nominal de 1 €.
- à la SAS MARAHOLDING, 122 000 actions d'un nominal de 1 €.

Il n'y a pas d'avantages particuliers octroyés dans le cadre des apports.

1.4. PRESENTATION DES APPORTS

1.4.1. Méthode d'évaluation retenue

Les apports impliquent des sociétés sous contrôle commun au sens du règlement 2004-01 du 4 mai 2004 du Comité de la Réglementation Comptable (CRC), abrogé par le règlement ANC n°2017-01 modifiant le règlement ANC n°2014-03 (PCG). Par contre, les sociétés concernées par les apports sont détenues en majorité par des personnes physiques. Dès lors, il sera réalisé à la valeur réelle déterminée par les parties à l'issue d'une analyse multicritère.

1.4.2. Description de l'apport

La totalité des actions de la SAS AB COLOMBES, détenue par MM. PREVOST, d'AUMALE et par la SAS MARAHOLDING, dont l'apport est envisagé par augmentation de capital de la SAS AMG EXPANSION, a été évaluée à sa valeur réelle estimée à 366 000 €, soit 6.10 € par titre.

2. APPRECIATION DE LA VALEUR DES APPORTS

2.1. DILIGENCES MISES EN ŒUVRE PAR LE COMMISSAIRE AUX APPORTS

J'ai effectué les diligences que j'ai estimées nécessaires, par référence à la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Ma mission a pour objet d'éclairer les actionnaires sur la valeur des apports devant être effectués par MM. PREVOST, d'AUMALE et par la SAS MARAHOLDING.

J'ai notamment :

Christophe POINSATTE

Commissaire aux comptes
60 rue de Paris
95 150 TAVERNY
Tél : +33 (0) 6 32 28 09 75
Mail : christophe.poinsatte@aura-conseil.fr

- Echangé avec les personnes en charge de l'opération pour prendre connaissance du contexte, des modalités comptables, juridiques et fiscales envisagées, en marge de l'examen du contenu du projet de traité d'apport ;
- vérifié la pleine propriété des titres apportés en me faisant confirmer l'absence de toute garantie ou nantissement s'y rapportant;
- consulté les documents juridiques et financiers mis à ma disposition concernant la vie sociale de la SAS AB COLOMBES;
- constaté que les états financiers de la SAS AB COLOMBES ont été attestés sans observations au 31 décembre 2021, date de clôture du dernier exercice social ;
- pris connaissance de l'activité de la SAS AB COLOMBES.
- obtenu des informations sur la situation actuelle de la SAS AB COLOMBES au regard de la crise sanitaire actuelle avec les conseils de cette société ;
- examiné l'approche d'évaluation;
- consulté le rapport d'évaluation permettant d'approcher la valeur des apports;

Enfin, j'ai obtenu une lettre d'affirmation signée des actionnaires me confirmant l'absence, à la date du présent rapport, d'événements pouvant, d'une part, grever la consistance des capitaux propres de la SAS MARAHOLDING ou, d'autre part, remettre en cause de façon significative la bonne marche de la société.

2.2. APPRECIATION DE LA METHODE DE VALORISATION DE L'APPORT ET DE SA CONFORMITE A LA REGLEMENTATION COMPTABLE

Les apports des titres de la SAS AB COLOMBES envisagés sont effectués par deux personnes physiques, et une société (SAS MARAHOLDING).

Aux termes du projet de traité d'apport, les parties sont convenues de retenir la valeur réelle estimée des titres de la SAS AB COLOMBES en tant que valeur d'apport.

Cette valeur des titres de 366 000 € est issue d'une approche multicritère combinant une évaluation patrimoniale et une approche par le rendement qui consiste à valoriser l'entreprise selon le niveau moyen de bénéfices générés.

Le secteur de la restauration a été durement touché par la crise sanitaire. Les chiffres d'affaires et les résultats ont été sensiblement impactés également.

Le choix de ces différentes méthodes de valorisation est conforme aux dispositions de l'ancien règlement n°2004-01 abrogé par le règlement ANC n°2017-01 modifiant le règlement ANC n°2014-03 (PCG), relatif au traitement comptable des fusions et opérations assimilées.

2.3. REALITE DE L'APPORT

Christophe POINSATTE

Commissaire aux comptes
60 rue de Paris
95 150 TAVERNY
Tél : +33 (0) 6 32 28 09 75
Mail : christophe.poinsatte@aura-conseil.fr

Dans le cadre de mes travaux, je me suis assurée de la pleine propriété des titres détenus par les apporteurs, objet des présents apports.

2.3. APPRECIATION DE LA VALEUR DES APPORTS

2.3.1. Nature de l'apport et caractéristiques de l'appréciation

Les apports portent sur la totalité des titres du capital de la SAS AB COLOMBES.

2.3.2. Détermination de la valeur des apports par les parties

La valeur d'apport a été déterminée par les parties en considérant une approche multicritère.

2.3.3. Valorisation de la SAS AB COLOMBES

Pour apprécier la valeur des apports, j'ai vérifié les modalités de calcul des différentes approches.

2.3.3.1. Méthodes d'évaluation écartées

Évaluation par comparaison avec des transactions comparables

Je n'ai pas relevé de transaction portant sur des sociétés de taille semblable exerçant des activités comparables à celle de la SAS AB COLOMBES. Par contre, le calcul du fonds de commerce a été évalué en pourcentage du chiffre d'affaires moyen.

Évaluation par l'actualisation des flux de trésorerie à venir

Cette méthode consiste à déterminer la valeur intrinsèque d'une entreprise par l'actualisation des flux financiers à venir à un taux, qui reflète l'exigence de rentabilité du marché.

Malgré la présence de budgets des années futures et parce que la société, dont la création est très récente, a connu des perturbations liées à la crise sanitaire, il n'a pas été jugé opportun de retenir cette méthode.

Christophe POINSATTE

Commissaire aux comptes
60 rue de Paris
95 150 TAVERNY
Tél : +33 (0) 6 32 28 09 75
Mail : christophe.poinsatte@aura-conseil.fr

2.3.3.2. Méthodes d'évaluation retenues

Actif net réévalué

La SAS AB COLOMBES détient un actif net des dettes d'une valeur de 328 987 € au 31 décembre 2021. La société détient par ailleurs un fonds de commerce évalué de 764 627 €, soit près de 80 % du dernier chiffre d'affaires. A cette valeur a été déduite la dette liée au prêt PGE. Aucun dividende n'a été décidé à la date de ce rapport.

Évaluations par l'actualisation des flux de trésorerie à venir

Ces méthodes consistent à déterminer la valeur intrinsèque d'une entreprise par l'actualisation des flux financiers moyens constatés sur les dernières années, à un taux qui reflète l'exigence de rentabilité du marché.

Du fait de la crise sanitaire et de l'impact sur la rentabilité, certaines méthodes donnent des résultats fortement dégradés et viennent diminuer sensiblement la valeur.

Synthèse des valorisations

La valorisation retenue est celle ressortant de la moyenne pondérée des évaluations patrimoniales via la méthode de l'actif net réévalué et de l'actualisation selon les flux moyens actualisés. Cette moyenne pondérée ressort à 365 504 €, arrondie à 366 000 € soit une valeur des 60 000 titres objet des présents apports de 6.10 €. Cette valeur est légèrement supérieure à la situation nette de la société (328 987 €) mais s'explique par la jeunesse de l'activité.

Christophe POINSATTE

Commissaire aux comptes
60 rue de Paris
95 150 TAVERNY
Tél : +33 (0) 6 32 28 09 75
Mail : christophe.poinsatte@aura-conseil.fr

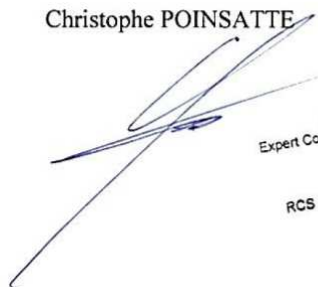
3. CONCLUSION

Sur la base de mes travaux et à la date du présent rapport, compte tenu des observations précédemment formulées, je suis d'avis que la valeur des apports retenue s'élevant à 366 000 €, n'est pas surévaluée et, en conséquence, que l'actif net apporté est au moins égal au montant de l'augmentation de capital de la société bénéficiaire des apports.

Fait à Neuilly sur Seine, le 11 avril 2022

Le commissaire aux apports

Christophe POINSATTE


AURA-CONSEIL
Christophe POINSATTE
Expert Comptable, Commissaire aux Comptes
60 rue de Paris
95150 Taverny
Tél : +33 (09) 81 18 03 82
RCS Pontoise 509 868 982 - NAF 6920Z

AMG EXPANSION

Société par actions simplifiée au capital de 900 euros
Siège Social : 2 rue des Apennins - 75017 Paris
902 079 342 RCS Paris

(la « **Société** »)

PROCES-VERBAL DES DECISIONS UNANIMES DES ASSOCIES EN DATE DU 21 AVRIL 2022

L'an deux mille vingt-deux,

Le 21 avril,

A dix heures,

Les soussignés :

1. **Monsieur Gauthier Prevost**, né le 16 novembre 1991 à Suresnes, de nationalité française, demeurant 2 rue des Apennins - 75017 Paris
2. **Monsieur Adrien d'Aumale**, né le 26 décembre 1991 à Suresnes, de nationalité française, demeurant 51 rue des Renaudes – 75017 Paris
3. **MARAHOLDING**, société par actions simplifiée au capital de 39.981 euros, dont le siège social est situé 1, avenue Grammont - 37000 Tours, ayant pour numéro d'identification unique 840 276 794 RCS Tours, représentée par Monsieur Maxime Razou,

agissant en qualité d'associés de la Société (ci-après, les « **Associés** »)

après avoir pris connaissance des documents suivants :

- le rapport du Président,
- un exemplaire des statuts à jour de la Société,
- le rapport du Commissaire aux apports, désigné par décision unanime des associés en date du 1^{er} avril 2022 conformément aux articles L. 225-147 et R. 225-136 du Code de commerce,
- le traité d'apport d'actions au profit de la Société conclu en date du 21 avril 2022 aux termes duquel Monsieur Gauthier Prevost, Monsieur Adrien d'Aumale et la société Maraholding apportent à la Société 60.000 actions émises par AB Colombes,
- le projet des nouveaux statuts de la Société,

ont décidé de statuer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

1. Approbation du traité d'apport de 60.000 actions ordinaires émises par AB Colombes et détenues par Monsieur Gauthier Prevost, Monsieur Adrien d'Aumale et la société Maraholding ; approbation dudit apport, de son évaluation et de sa rémunération ;
2. Augmentation corrélative du capital social en nature d'un montant de 366.000 euros par émission de 366.000 actions ordinaires de 1 euro de valeur nominale chacune en rémunération de l'apport ;

RR 68 X

3. Modification corrélative des articles 6 et 7 des statuts ;
4. Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités légales.

PREMIERE DECISION

(Approbation du traité d'apport de 60.000 actions ordinaires émises par AB Colombes et détenues par Monsieur Gauthier Prevost, Monsieur Adrien d'Aumale et la société Maraholding ; approbation dudit apport, de son évaluation et de sa rémunération)

Les Associés, après avoir pris connaissance :

- (i) du rapport du Président,
- (ii) du rapport du Commissaire aux apports, désigné par décision unanime des associés en date du 1^{er} avril 2022 conformément aux articles L. 225-147 et R. 225-136 du Code de commerce, relatif à l'évaluation et la rémunération de l'apport des actions ordinaires AB Colombes,
- (iii) du traité d'apport (le « **Traité d'Apport** ») conclu le 21 avril 2022 aux termes duquel Monsieur Gauthier Prevost, Monsieur Adrien d'Aumale et la société Maraholding apportent à la Société 60.000 actions émises par AB Colombes (l'« **Apport** »),

et pris acte que :

- la valeur totale des actions AB Colombes apportées s'élève à trois cent soixante-six mille (366.000) euros, représentant une valeur unitaire d'un euro (1€) par action apportée,
- l'apport d'un montant de 366.000 euros sera rémunéré à concurrence de trois cent soixante-six mille (366.000) actions nouvelles émises au prix unitaire d'un euro (1 €),

approuvent l'évaluation de l'Apport qui s'élève à trois cent soixante-six mille (366.000) euros et le Traité d'Apport dans toutes ses stipulations.

DEUXIEME DECISION

(Augmentation corrélative du capital social en nature d'un montant de 366.000 euros par émission de 366.000 actions nouvelles de 1 euro de valeur nominale chacune en rémunération de l'apport)

Les Associés, après avoir pris connaissance :

- (i) du rapport du Président,
- (ii) du Traité d'Apport,

décident, au titre de la rémunération de l'Apport, d'augmenter le capital social d'un montant nominal de trois cent soixante-six mille (366.000) euros pour le porter de 900 euros à 366.900 euros, par voie de création de trois cent soixante-six mille (366.000) actions ordinaires nouvelles.

Les actions nouvelles sont intégralement attribuées aux apporteurs dans les proportions suivantes :

Apporteurs	Nombre d'actions AB Colombes apportées	Valeur des actions de AB Colombes apportées	Rémunération en AO
MARAHOLDING	20.000	122.000 €	122.000
Monsieur Gauthier Prevost	20.000	122.000 €	122.000
Monsieur Adrien d'Aumale	20.000	122.000 €	122.000
Total	60.000	366.000 €	366.000

Les actions nouvelles, qui seront soumises à toutes les stipulations statutaires, seront assimilées aux actions anciennes de même catégorie et jouiront des mêmes droits à compter de ce jour.

Les droits aux dividendes sur les actions nouvelles s'exerceront pour la première fois sur les bénéfices mis en distribution au titre de l'exercice en cours à la date de réalisation de l'augmentation de capital.

TROISIEME RESOLUTION

(Modification corrélative des articles 6 et 7 des statuts)

En conséquence des décisions qui précèdent, les Associés,

décident de modifier les articles 6 (Apports) et 7 (Capital social) des statuts comme suit :

« ARTICLE 6. APPORTS

Il est ajouté *in fine* à l'article 6, le paragraphe suivant :

Par décision des associés en date du 21 avril 2022, il a été décidé d'augmenter le capital social par apport en nature des titres de la société AB Colombes, d'un montant de trois cent soixante-six mille (366.000) euros par création et émission d'un montant trois cent soixante-six mille (366.000) actions nouvelles d'une valeur nominale d'un (1) euro chacune. »

« ARTICLE 7. CAPITAL SOCIAL

L'article est modifié comme suit :

Le capital social est fixé à la somme de trois cent soixante-six mille neuf cents euros (366.900 €).

Il est divisé en trois cent soixante-six mille neuf cents (366.900) actions d'un (1) euro de valeur nominale chacune, intégralement souscrites et entièrement libérées,

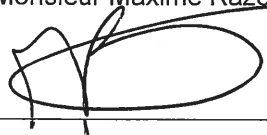
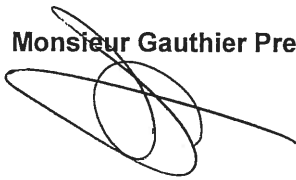
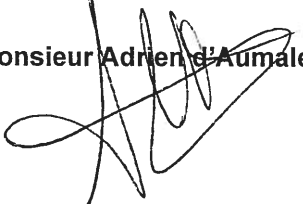
Le reste de l'article demeure inchangé

TROISIEME DECISION

(Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités légales)

Les Associés **donnent** tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal pour accomplir auprès du greffe du tribunal de commerce compétent tous dépôts et formalités de publicité légale et autres qu'il appartiendra.

De tout ce que dessus il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par tous les Associés.

MARAHOLDING Monsieur Maxime Razou 	Monsieur Gauthier Prevost 
Monsieur Adrien d'Aumale 	

AMG EXPANSION

**Société par actions simplifiée au capital de 366.900 euros
Siège Social : 2 rue des Apennins - 75017 Paris
902 079 342 RCS Paris**

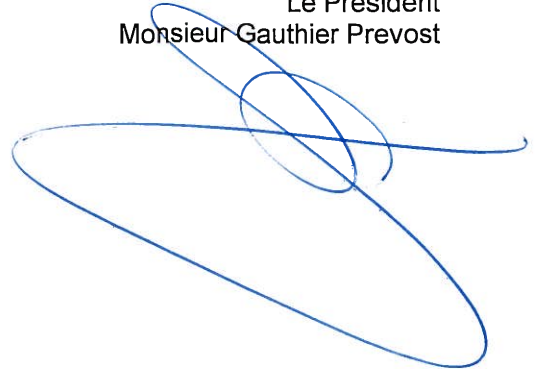
(la « Société »)

STATUTS

Mis à jour le 21 avril 2022

Pour copie certifiée conforme

**Le Président
Monsieur Gauthier Prevost**



Les soussignés :

- **Monsieur Gauthier Prevost**
né le 16 novembre 1991 à Suresnes, de nationalité française, demeurant 2 rue des Apennins - 75017 Paris
- **Monsieur Adrien d'Aumale**
né le 26 décembre 1991 à Suresnes, de nationalité française, demeurant 51 rue des Renaudes - 75007 Paris
- **Monsieur Maxime Razou**
né le 25 avril 1991 à Paris, de nationalité française, demeurant 1 av Grammont - 37000 Tours

ont établi ainsi qu'il suit les statuts de la société par actions simplifiée qu'ils entendent constituer (ci-après, la « **Société** »).

ARTICLE 1. FORME

La Société a été constituée sous la forme d'une société par action simplifiée.

La Société fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Elle est régie par les lois et règlement en vigueur ainsi que par les présents statuts.

Elle peut émettre toutes valeurs mobilières définies à l'article L 211-2 du Code monétaire et financier, donnant accès au capital ou à l'attribution de titres de créances, dans les conditions prévues par la loi et les présents statuts.

ARTICLE 2. OBJET

La Société a pour objet, en France et à l'étranger :

- toutes opérations, pour son propre compte, d'achat, de vente et de gestion de valeurs mobilières françaises et étrangères de toute nature et de toutes entreprises, l'achat, la souscription, la gestion, la vente, l'échange de ces valeurs et de tous droits sociaux, la prise d'intérêts et la participation directe ou indirecte dans toutes sociétés et/ou entreprises commerciales, industrielles, financières ou mobilières créées et à créer par tous moyens (par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, de souscriptions, d'acquisitions ou d'échanges de valeurs mobilières, obligations, bons, droits ou biens sociaux, de fusions, de sociétés en participation, de groupements d'intérêt économique, ou autrement, ainsi que par comptes courants ou prêts d'actionnaires, à court terme et long terme) ;
- la fourniture de prestations de services et le contrôle de ces sociétés et entreprises dans tous les domaines, notamment en matière administrative, juridique et financière ; et
- généralement toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières ou immobilière se rattachant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes, ou susceptibles d'en faciliter l'application et le développement ou de le rendre plus rémunérateur.

ARTICLE 3. DENOMINATION

La Société a pour dénomination sociale : **AMG EXPANSION.**

Dans tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, la dénomination sera précédée ou suivie immédiatement des mots écrits lisiblement "Société par actions simplifiée" ou des initiales "S.A.S.", de l'énonciation du montant du capital social, ainsi que du numéro d'identification SIREN et de la mention RCS suivie du nom de la ville où se trouve le greffe où elle sera immatriculée.

ARTICLE 4. SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé : **2 rue des Apennins - 75017 Paris.**

Il pourra être transféré dans le même département ou dans un département limitrophe par une simple décision du Président et en tout autre lieu en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés, statuant dans les conditions prévues par l'article 15 des présents Statuts.

En cas de transfert décidé par le Président, celui-ci est autorisé à modifier les statuts en conséquence.

ARTICLE 5. DUREE

La durée de la Société est fixée à 99 années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

ARTICLE 6. APPORTS

Les soussignés ont fait apport à la Société lors de sa constitution, d'une somme de neuf cent (900) euros correspondant à l'intégralité de la valeur nominale des actions, toutes de numéraire, composant le capital social, lesdites actions étant intégralement souscrites et libérées lors de la constitution de la Société par les apporteurs, signataire des statuts, en conformité avec les dispositions de l'article L. 225-3 du Code de commerce, ainsi qu'il résulte du certificat établi préalablement à la signature des statuts par la Banque Populaire Rives de Paris, dépositaire des fonds en date du 30 juillet 2021.

Par décision des associés en date du 21 avril 2022, il a été décidé d'augmenter le capital social par apport en nature d'un montant de trois cent soixante-six mille (366.000) euros par création et émission d'un montant de trois cent soixante-six mille (366.000) actions nouvelles d'une valeur nominale d'un (1) euro chacune. »

ARTICLE 7. CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de trois cent soixante-six mille neuf cents (366.900) euros.

Il est divisé en trois cent soixante-six mille neuf cents (366.900) actions d'un (1) euro de valeur nominale chacune, intégralement souscrites et entièrement libérées.

ARTICLE 8. MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti dans les conditions prévues par la loi par une décision de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par une décision collective des associés.

La collectivité des associés peut déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser dans le délai légal, l'augmentation de capital en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des Statuts.

En cas d'augmentation par émission d'actions à souscrire en numéraire, un droit de préférence à la souscription de ces actions est réservé aux propriétaires des actions existantes au prorata de leur participation dans le capital de la Société dans les conditions légales. Toutefois, la collectivité des associés peut renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription. De plus, la collectivité des associés peut supprimer le droit préférentiel de souscription, en tout ou partie, par une décision collective des associés dans les conditions légales.

A l'occasion de toute augmentation de capital autre que résultant d'une émission préalable de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de capital de la Société, l'associé unique ou, le cas échéant, la collectivité des associés, doit par ailleurs statuer sur une augmentation de capital réservée aux salariés conformément aux dispositions légales en vigueur.

ARTICLE 9. LIBERATION DES ACTIONS

Lors d'une augmentation de capital, les actions de numéraire sont libérées, d'un quart au moins de leur valeur nominale à la souscription et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du Président, dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive en cas d'augmentation de capital.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance du ou des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à chaque associé.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne de plein droit intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

ARTICLE 10. FORME DES ACTIONS

Les actions émises par la société ont obligatoirement la forme nominative.

La propriété des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur des comptes tenus à cet effet par la Société dans les conditions et suivant les modalités prévues par la loi.

A la demande d'un associé, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la Société.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

ARTICLE 11. DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

L'associé unique ou les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence du montant des apports.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des associés.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, le ou les propriétaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis, ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.

Le droit de vote attaché à l'action appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats où il est réservé à l'usufruitier. Même privé du droit de vote, le nu-propriétaire d'action a toujours le droit de participer aux décisions collectives.

ARTICLE 12. CESSION ET TRANSMISSION DES ACTIONS

10.1. Généralités

Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés. En cas d'augmentation de capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Les actions demeurent négociables après la dissolution de la Société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

La transmission des actions s'opère à l'égard de la Société et des tiers par un ordre de mouvement signé du cédant ou de son mandataire et inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit "registre des mouvements" sous réserve du respect de la procédure d'agrément ci-dessous.

La location des actions de la Société est interdite.

10.2. Agrément

Pour les besoins du présent article, les définitions suivantes s'appliqueront :

Désigne toute personne autre que la Société et les associés.

« **Titres** » : Désigne les actions composant le capital de la Société, ainsi que tout titre (i) représentatif d'une quotité du capital de la Société et les droits y attachés ou (ii) donnant droit, d'une façon immédiate ou différée, par voie de conversion, d'échange, de remboursement, de présentation, d'exercice ou de quelque manière que ce soit, à l'attribution d'un titre représentatif d'une quotité du capital de la Société, et (iii) plus généralement, toute valeur visée aux articles L. 228-1 et suivants du Code de commerce et émise par la Société.

« **Transfert** » : Désigne toute opération, à titre onéreux ou gratuit, entraînant le transfert, immédiat ou à terme, de la pleine propriété, de la nue-propriété ou de l'usufruit de Titres, notamment, mais sans que cette liste soit exhaustive, les cessions, échanges, apports en société, donations, liquidations de communautés ou de successions, mise en nantissement, abandon volontaire ou forcé des droits attachés aux Titres tels que le droit préférentiel de souscription.

Tout projet de Transfert de Titres à un Tiers est soumis à la procédure d'agrément détaillée ci-après.

10.2.1 Notification du projet de Transfert de Titres à un Tiers

L'associé cédant notifie au Président de la Société ainsi qu'aux autres associés, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par lettre remise en mains propres contre décharge, son projet de Transfert de Titres (ci-après la « **Notification de Transfert** ») comprenant :

- l'indication du nombre de Titres dont le Transfert est envisagé et le prix de cession (ci-après les « **Titres Concernés** ») ;
- l'indication des conditions de paiement ainsi que les délais de réalisation de ce Transfert et le cas échéant les modalités d'une éventuelle garantie (notamment d'actif et/ou de passif) à consentir par l'associé cédant ;
- une copie de l'offre de l'acquéreur potentiel ; et
- l'identité de l'acquéreur potentiel s'il s'agit d'une personne physique, et s'il s'agit d'une personne morale les informations suivantes : dénomination, forme, siège social, numéro RCS, identité des dirigeants, montant et répartition du capital.

10.2.2 Procédure

Dans les dix (10) jours de l'envoi de la Notification de Transfert, le Président de la Société sollicite l'avis de la collectivité des associés. La collectivité des associés devra rendre son avis dans un procès-verbal dans les dix (10) jours de sa saisine par le Président de la Société.

L'agrément n'est donné qu'à la majorité de 100 % des voix des associés de la Société.

Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées par les associés.

La décision de la collectivité des associés doit être notifiée à l'associé cédant dans les dix (10) jours par lettre recommandée avec accusé de réception ou par lettre remise en mains propres contre décharge.

En cas d'agrément, le Transfert projeté est réalisé par l'associé cédant aux conditions notifiées dans la Notification de Transfert. Le Transfert des Titres Concernés au profit du cessionnaire agréé doit être réalisé dans le délai d'un (1) mois de la notification de la décision d'agrément ; à défaut de réalisation du Transfert des Titres Concernés dans ce délai, l'agrément sera caduc.

En cas de refus d'agrément, l'associé cédant dispose de dix (10) jours pour notifier à la Société, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par lettre remise en mains propres contre décharge, s'il souhaite faire usage de la faculté de repentir qui lui est reconnue et en conséquence renoncer au Transfert envisagé. En l'absence d'une telle notification dans le délai prévu, l'associé cédant sera réputé avoir renoncé à sa faculté de repentir.

En cas de refus d'agrément et à défaut de repentir, la Société doit dans un délai de trois (3) mois à compter de la notification de la décision de refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir la totalité des Titres Concernés soit par des associés, soit par des Tiers dûment agréés.

Lorsque la Société procède au rachat des Titres Concernés, elle est tenue dans les six (6) mois de ce rachat de les céder ou de les annuler au moyen d'une réduction de son capital social.

Le prix de rachat des Titres Concernés par un ou plusieurs associés ou Tiers ou par la Société est fixé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord sur ce prix, celui-ci est déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil. Les frais et honoraires de l'expert seront supportés de manière égale par l'associé cédant et par le cessionnaire.

Il est expressément convenu que dans l'hypothèse où le prix arrêté par l'expert serait inférieur de plus de dix (10) pourcent au prix stipulé dans la Notification de Transfert, l'associé cédant disposera à nouveau d'une faculté de repentir lui permettant de renoncer au Transfert. Cette faculté devra être exercée par lettre recommandée avec accusé de réception, ou par lettre remise en mains propres contre décharge, dans un délai de dix (10) jours à compter de la fixation définitive du prix par l'expert. En l'absence d'une telle notification dans le délai prévu, l'associé cédant sera réputé avoir renoncé à sa faculté de repentir.

En cas de refus d'agrément et à défaut de repentir, l'associé cédant ne pourra pas refuser d'accorder les mêmes garanties que celles qui auront été convenues dans le projet de Transfert initial au profit de l'acquéreur potentiel.

ARTICLE 13. ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

13.1 Président

La Société est représentée à l'égard des tiers par une personne physique ou morale, associée ou non, (le "**Président**"), nommée par l'associé unique ou la collectivité des associés, statuant dans les conditions prévues à l'article 15 des présents Statuts, qui fixe la durée de son mandat et, le cas échéant, sa rémunération.

Le Président peut être révoqué de ses fonctions à tout moment, par décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés statuant dans les conditions prévues à l'article 15 des présents Statuts.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président de la Société, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes

responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le Président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir seul en toute circonstance au nom de la Société dans la limite de l'objet social sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi ou par les Statuts à l'associé unique ou à la collectivité des associés.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances.

13.2 Directeur Général

Outre le Président, la Société peut être également représentée à l'égard des tiers par un (ou plusieurs) directeur général, personne physique ou morale, associées ou non (le "**Directeur Général**"), nommé par l'associé unique ou par décision collective des associés statuant dans les conditions prévues à l'article 15 des présents Statuts, qui fixe la durée de son mandat et, le cas échéant, sa rémunération.

Le Directeur Général peut être révoqué de ses fonctions à tout moment, par décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés statuant dans les conditions prévues à l'article 15 des présents Statuts.

Le Directeur Général dispose à l'égard des tiers des mêmes pouvoirs que le Président. Il est notamment investi du pouvoir de détermination effective de l'orientation de la Société ainsi que de l'information comptable et financière de la Société. Il est soumis, le cas échéant, aux mêmes limitations de pouvoirs que le Président.

ARTICLE 14. CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET LE PRESIDENT / LES DIRIGEANTS ET / OU LES ASSOCIES

Toutes conventions, autres que celles portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales, entre la Société et son Président (ou, le cas échéant, tout autre dirigeant de la société), ou entre la Société et l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 %, ou entre la Société et la société contrôlant une société associée disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 %, intervenues directement ou par personne interposée, sont portées à la connaissance du commissaire aux comptes, s'il en a été désigné un, dans le délai d'un mois du jour de leur conclusion.

Le commissaire aux comptes ou, s'il n'en a pas été désigné, le Président établit un rapport sur les conventions conclues au cours de l'exercice écoulé ; la collectivité des associés ou l'associé unique statue, dans les conditions prévues à l'article 15 des présents Statuts, chaque année sur ce rapport lors de sa consultation annuelle sur les comptes sociaux dudit exercice écoulé.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement, pour le Président d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

A peine de nullité du contrat, il est interdit au Président de la société, personne physique, de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle ses engagements envers les tiers.

Cette interdiction s'applique tant au Président, qu'à son conjoint, ascendants et descendants ainsi qu'à toute personne interposée.

Le texte des autres conventions, c'est-à-dire celles portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales entre les mêmes personnes que celles désignées au présent article, à l'exception de celles qui, en raison de leur objet ou de leurs implications financières, ne sont significatives pour aucune des parties, est, s'il en a été désigné un, communiqué au commissaire aux comptes par le Président.

ARTICLE 15. DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE OU DES ASSOCIES

Une décision du ou des associés est nécessaire notamment pour les actes et opérations énumérés ci-dessous :

- nomination, renouvellement, révocation et fixation de la rémunération du Président ;
- nomination, renouvellement, révocation et fixation de la rémunération du Directeur Général ;
- nomination, renouvellement et révocation des commissaires aux comptes ;
- approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- augmentation, réduction et amortissement du capital social ;
- fusion, scission et apport partiel d'actif ;
- dissolution de la société ;
- transformation en une société d'une autre forme ;

et, plus généralement, tout autre modification des dispositions statutaires à l'exception du transfert du siège social dans le même département ou dans un département limitrophe, ainsi qu'il est prévu à l'article 4 des présents Statuts.

15.1 Associé unique

Lorsque la Société ne comporte qu'un associé, l'associé unique détient tous les pouvoirs accordés aux associés par la loi et les présents Statuts. L'associé unique ne peut déléguer ses pouvoirs. Sa volonté s'exprime par des décisions enregistrées par ordre chronologique dans un registre coté et paraphé de la même façon que les procès-verbaux d'assemblées et sont signés par ce dernier.

15.2 Pluralité d'associés

15.2.1 Règles générales

En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives des associés, de quelque nature qu'elles soient, sont prises soit en assemblée générale, soit par consultation écrite, soit par téléconférence téléphonique ou audiovisuelle. Elles peuvent également résulter d'un acte sous seing privé constatant les décisions unanimes des associés dans les conditions de l'article 15.2.6 ci-après.

Les droits de vote attachés aux actions sont proportionnels à la quotité de capital qu'ils représentent et chaque action donne droit à son détenteur à une voix.

Les décisions collectives d'associés sont prises à l'initiative du Président, ou du Directeur Général ou, s'il en existe un, du commissaire aux comptes de la Société, ou à la demande d'un associé détenant au moins 20 % du capital social (ci-après le "**Demandeur**"). Dans ce dernier cas, le Président, s'il n'est pas associé, en est avisé par tout moyen.

L'ordre du jour en vue des décisions collectives d'associés est arrêté par le Demandeur.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives par lui-même ou par un mandataire de son choix, qui peut ou non être un associé. Les mandats peuvent être donnés par tous moyens écrits, en ce compris par télécopie ou transmission électronique. En cas de contestation sur la validité du mandat conféré, la charge de la preuve incombe à celui qui se prévaut de l'irrégularité du mandat.

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des associés doit avoir fait l'objet d'une information préalable comprenant tous les documents et informations permettant aux associés de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les décisions soumises à leur approbation.

15.2.2 Quorum - Majorité

(a) Décisions ordinaires

Les décisions collectives n'entraînant pas modification des Statuts sont prises à la majorité simple des actions ayant le droit de vote, aucun quorum n'étant requis.

(b) Décisions extraordinaires

Les décisions collectives entraînant modification des Statuts sont prises à la majorité des deux tiers des actions ayant le droit de vote, aucun quorum n'étant requis.

Nonobstant ce qui précède, l'unanimité des associés est requise lorsque l'exige la loi sans possibilité d'y déroger.

15.2.3 Décisions prises en assemblée générale

L'assemblée générale est convoquée par le Demandeur. La convocation est faite par une notification envoyée par tous moyens écrits, en ce compris par télécopie ou par transmission électronique huit (8) jours au moins avant la date de la réunion ; elle indique l'ordre du jour. Cependant, lorsque tous les associés sont présents ou représentés, l'assemblée générale peut se réunir sans convocation préalable.

L'assemblée générale est présidée par le Président de la Société ou, en son absence, par un associé spécialement délégué ou élu à cet effet par l'assemblée.

A chaque assemblée générale est tenue une feuille de présence, et il est dressé un procès-verbal de la réunion, signé (i) par le Président de séance et (ii) par tous les associés présents ou représentés.

15.2.4 Décisions prises par consultation écrite

En cas de consultation écrite (en ce compris toute consultation effectuée par télécopie ou par transmission électronique), le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires sont adressés par le Demandeur à chaque associé et au Président, si celui-ci n'est pas le Demandeur, par tous moyens écrits en ce compris par télécopie ou par transmission électronique.

Les associés disposent d'un délai minimal de huit (8) jours à compter de la réception des projets de résolutions, pour émettre leur vote. Le vote peut être émis par tous moyens écrits en ce compris par télécopie ou par transmission électronique. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai accordé aux associés pour répondre (s'il n'est pas précisé dans les résolutions, ce délai sera de huit (8) jours) est considéré comme s'étant abstenu. Si les votes de tous les associés sont reçus avant l'expiration dudit délai, la résolution concernée sera réputée avoir fait l'objet d'un vote à la date de réception du dernier vote.

La décision collective des associés fait l'objet d'un procès-verbal établi et signé par le Demandeur auquel est annexée chaque réponse des associés, et qui est immédiatement communiqué à la Société pour être conservé dans les conditions visées ci-après.

15.2.5 Décisions prises par voie de téléconférence téléphonique ou audiovisuelle

Lors des réunions par voie de téléconférence téléphonique ou audiovisuelle, les associés et le Président, s'il n'est pas le Demandeur, sont convoqués par le Demandeur, par tous moyens écrits en ce compris par télécopie ou par transmission électronique, trois (3) jours ouvrés au moins avant la date de la réunion. L'ordre du jour doit être indiqué, ainsi que la manière dont les associés peuvent prendre part à la réunion.

Lorsque les décisions sont prises par voie de téléconférence téléphonique ou audiovisuelle, le Demandeur établit dans un délai de huit (8) jours à compter de la téléconférence, un projet du procès-verbal de séance après avoir indiqué :

- l'identité des associés présents ou représentés, en précisant, le cas échéant, les mandats donnés à cet effet (dans cette hypothèse, les mandats sont annexés au procès-verbal) ;
- l'identité des associés absents ;
- le texte des résolutions ;
- le résultat du vote pour chaque délibération.

Le Demandeur en adresse immédiatement une copie par tous moyens écrits, en ce compris par télécopie ou par transmission électronique, à chacun des associés. Les associés ayant pris part à la téléconférence en retournent une copie au Président et au Demandeur, s'il n'est pas le Président, dans les huit (8) jours, après l'avoir signée, par tous moyens écrits en ce compris par télécopie ou par transmission électronique.

A réception des copies signées par les associés, le Demandeur établit le procès-verbal définitif. Ledit procès-verbal dûment signé par le Demandeur, ainsi que la preuve de l'envoi du procès-verbal aux associés et les copies renvoyées dûment signées par les associés ainsi qu'il est indiqué ci-dessus sont immédiatement communiqués à la Société pour être conservés comme indiqué ci-après.

15.2.6 Décisions résultant d'un acte sous seing privé constatant les décisions unanimes des associés

Les décisions collectives peuvent également résulter d'un acte sous seing privé signé par tous les associés.

15.3 Commissaires aux comptes

Le ou les commissaires aux comptes, s'il en existe un, sera, le cas échéant, convoqué/invité à l'assemblée générale ou sera informé de la téléconférence téléphonique ou audiovisuelle dans les mêmes conditions que les associés.

En cas de décisions prises par consultation écrite ou par acte constatant les décisions de l'associé unique ou les décisions unanimes des associés, le ou les commissaires aux comptes, s'il en existe un, sera informé par tous moyens, préalablement à la consultation écrite ou à la signature de l'acte, de l'objet de ladite consultation ou dudit acte.

15.4 Conservation des procès-verbaux

Les décisions de l'associé unique ou des associés sont constatées par des procès-verbaux ou des actes sous seing privé établis sur un registre spécial ou sur des feuillets mobiles numérotés.

15.5 Information préalable des associés

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des associés doit avoir fait l'objet d'une information préalable comprenant tous les documents et informations permettant aux associés de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.

Lorsque les décisions collectives doivent être prises en application de la loi sur le ou les rapports du Président et/ou du commissaire aux comptes, le ou les rapports doivent être communiqués aux associés huit (8) jours avant la date d'établissement du procès-verbal de la décision des associés.

Les associés peuvent à toute époque mais sous réserve de ne pas entraver la bonne marche de la Société, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, de l'inventaire et des comptes annuels, du tableau des résultats

(pour les cinq derniers exercices), des comptes consolidés, s'il y a lieu, des rapports de gestion du Président et des rapports du commissaire aux comptes.

S'agissant de la décision collective statuant sur les comptes annuels, les associés peuvent obtenir communication aux frais de la Société des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés du dernier exercice.

ARTICLE 16. COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle de la Société est effectué dans les conditions fixées par la loi par un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants désignés par décision collective des associés statuant dans les conditions prévues à l'article 15 des présents Statuts.

ARTICLE 17. EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre. Par exception, le premier exercice comprend la période entre la date d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés et le 31 décembre 2022.

ARTICLE 18. INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Le Président établit, s'il y a lieu, le rapport de gestion sur la situation de la société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matière de recherche et de développement.

Tous ces documents sont mis à la disposition du commissaire aux comptes de la société, s'il en a été désigné un, dans les conditions légales.

L'associé unique approuve les comptes annuels, tels que certifiés, le cas échéant, par le commissaire aux comptes, s'il en a été désigné un, dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice.

En cas de pluralité d'associés, la collectivité des associés statuant dans les conditions prévues à l'article 15 des présents Statuts, doit statuer sur les comptes annuels, tels que certifiés, le cas échéant, par le commissaire aux comptes, s'il en a été désigné un, dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice.

Par ailleurs, le Président doit établir, le cas échéant, des comptes consolidés dans les conditions prévues par les dispositions en vigueur.

ARTICLE 19. AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice clos.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des Statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, l'associé unique ou la collectivité des associés statuant dans les conditions prévues à l'article 15 des présents Statuts peut prélever toutes sommes qu'il ou qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il en existe, est attribué à l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, est réparti par décision de la collectivité des associés statuant dans les conditions prévues à l'article 15 des présents Statuts, proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux.

En outre, l'associé unique ou la collectivité des associés statuant dans les conditions prévues à l'article 15 des présents Statuts peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont la société a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite à l'associé unique ou aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les Statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par l'associé unique ou la collectivité des associés statuant dans les conditions prévues à l'article 15 des présents Statuts, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

ARTICLE 20. DISSOLUTION – LIQUIDATION

La Société est dissoute à l'arrivée du terme statutaire, sauf prorogation régulière, et en cas de survenance d'une cause légale de dissolution.

Lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé personne morale, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne, dans les conditions prévues par l'article 1844-5 du Code civil, la transmission universelle du patrimoine social à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

Lorsque la Société comporte plusieurs associés ou un seul associé personne physique, la dissolution entraîne sa liquidation qui est effectuée conformément aux dispositions légales et réglementaires.

Le boni de liquidation est réparti entre les associés proportionnellement au nombre de leurs actions.

ARTICLE 21. CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou lors de sa liquidation entre la Société, l'associé unique ou les associés concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents Statuts, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.